

UN MONDE EN GUERRES FROIDES

Nicolas Baverez

Un an après le déclenchement de « l'opération militaire spéciale » par Vladimir Poutine, le 24 février 2022, la guerre d'Ukraine a transformé le monde. Elle a mis fin à l'après-guerre froide et ouvert une ère où la paix est impossible et la guerre omniprésente. Guerre de haute intensité et de longue durée en Ukraine ; guerre hybride contre l'Europe mêlant choc énergétique, attaque sur les infrastructures, cyber frappes, désinformation et soutien des partis populistes. L'heure n'est pas à la diplomatie mais à l'escalade du conflit, tant sur le plan militaire avec la relance de l'offensive russe - au prix de plus de 850 morts par jour - que sur le plan diplomatique.

Par Ukraine interposée, se sont bien la Russie et les Etats-Unis, soutenus par leurs alliés respectifs, qui s'affrontent. Joe Biden, lors de ses déplacements en Ukraine et en Pologne, a repositionné les Etats-Unis en tant que leader des démocraties. A Kiev, devant le monastère Saint-Michel, il a réaffirmé l'engagement inconditionnel de l'Amérique aux côtés de l'Ukraine, portant son aide militaire à 44 milliards de dollars. A Varsovie, devant les neuf anciennes démocraties populaires asservies par l'Union soviétique, il a rappelé le « serment sacré » de l'article 5 de l'OTAN qui fonde la défense collective de l'Europe et s'est félicité de l'élargissement de l'Alliance à la Suède et à la Finlande. Dans son discours sur l'état de la nation prononcé le 21 février, Vladimir Poutine lui a répondu en imputant à l'Occident la responsabilité de la guerre, en suspendant, sur fond de teste du missile intercontinental Sarmat, la participation de la Russie à l'accord New Start - dernier traité de contrôle des armements en vigueur qui limite les ogives déployées à 1.550 - et vanté la solidité d'un modèle de développement indépendant.

Les tensions ne sont pas moins vives entre les Etats-Unis et la Chine. Dans son discours sur l'état de l'Union du 7 février, Joe Biden a pointé Pékin comme menace stratégique et martelé sa volonté de défendre la souveraineté des Etats-Unis, avec pour illustrations l'embargo sur les exportations de semiconducteurs et l'interception du ballon-espion chinois. Puis, lors de la conférence sur la sécurité de Munich, Anthony Blinken a menacé la Chine de sanctions si elle livrait des armes à la Russie - notamment des drones -. Ces sanctions viseraient tant des entités et des dirigeants que des secteurs d'activité. L'avertissement a été relayé et repris à son compte par Josep Borrell, chef de la diplomatie des Vingt Sept, au nom de l'Union européenne - dont on a au reste constaté à propos de l'Iran qu'elle n'avait d'autre choix que d'appliquer les mesures américaines même quand elle les désapprouve -.

Il ne fait donc pas de doute qu'une grande confrontation a débuté entre les démocraties et les empires autoritaires, caractérisée par la possibilité de conflits armés majeurs impliquant les grandes puissances du XXIème siècle.

La guerre d'Ukraine a réveillé et réaligné les démocraties. Les Etats-Unis, grands gagnants de la nouvelle donne au plan économique comme au plan stratégique, se sont réengagés en Europe. Pour un coût limité, ils entendent laminer la Russie, victime de sa démesure et prisonnière des mensonges de Vladimir Poutine, et adresser un signal fort à la Chine sur la vitalité de l'Occident et le prix à payer pour une attaque de Taïwan. L'OTAN renaît de ses cendres autour de la sécurité collective et de la défense de l'avant contre la Russie, faisant basculer le centre de gravité de l'Europe à l'est et au nord. Les démocraties d'Europe et d'Asie - Allemagne et Japon en tête - réarment massivement sous le parapluie nucléaire américain.

Du côté des empires autoritaires, le partenariat stratégique entre la Chine et la Russie tend de plus en plus à se transformer en alliance militaire. Le rapprochement fut initié dès 1994, renforcé en 2001 par un traité, transformé en « amitié sans limite » par l'accord du 4 février 2022. La visite de Wang Yi à Moscou, qui prépare celle de Xi Jinping, constitue un pas de plus vers la constitution d'un axe y compris militaire, qui délégitime le pseudo plan de paix chinois pour l'Ukraine.

La constitution d'une alliance entre la Chine et la Russie, appuyée par l'Iran, la Corée du nord ou le Venezuela, constitue la configuration la plus dangereuse pour les démocraties. Et ce d'autant que les empires autoritaires bénéficient de l'appui tacite du Sud global en raison du ressentiment contre le passé colonial. Leur stratégie est limpide : renforcement de l'idéologie et de la terreur à l'intérieur ; recours désinhibé à la force armée et à la guerre hybride pour briser la résistance et diviser les sociétés libres ; encerclement des démocraties par le Sud en les coupant des ressources stratégiques - à l'image de la sortie de l'expulsion de la France d'Afrique par la Russie - ; construction d'un monde post-occidental détaché du dollar, des places financières, des institutions et du droit international.

Les démocraties n'ont ni voulu, ni anticipé, ni préparé la guerre que leur livre les autocraties du XXIème siècle. Au-delà du réengagement des Etats-Unis, elles restent dans l'attente d'une stratégie pour contrer leurs adversaires. Elle devrait reposer sur une nouvelle alliance entre trois pôles autonomes, nord-américain, européen et asiatique. Avec pour objectif de préserver un leadership militaire et technologique, d'endiguer les tentatives d'expansion territoriale tout en refusant l'escalade, de nouer un nouveau partenariat avec les géants du Sud.

Les Européens - à l'instar de l'Allemagne qui persiste à vouloir sauver son modèle mercantiliste en se mettant entre les mains de la Chine après la Russie - comme les marchés s'illusionnent dangereusement en refusant de prendre en compte la nouvelle donne où la géopolitique a pris le pas sur l'économie, la sécurité sur la baisse des coûts. Le temps de la mondialisation, caractérisée par le libre-échange et la disparition des frontières, la chute des prix et des taux d'intérêt, la stabilité politique est caduc. Les blocs sont de retour et avec eux la priorité à la résilience des chaînes de valeur, la maîtrise des ressources et des technologies stratégiques, le protectionnisme et le contrôle des capitaux, l'inflation et la hausse des taux, le tout à l'ombre portée de la guerre. Nations, individus mais aussi entreprises, chacun va devoir choisir son camp.